

**Point de presse du porte-parole -
Allemagne/Déplacement de M.
Jean-Yves Le Drian à Berlin - Corée
du Nord/Tir de missile - Iran -
Mali/Algérie - République
centrafricaine - Syrie/France -
Libye
(Paris, 22 mai 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Allemagne - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian à Berlin (22 mai 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rend aujourd'hui à Berlin pour rencontrer son homologue allemand, M. Sigmar Gabriel, à l'occasion d'un déjeuner de travail.

Les deux ministres évoqueront la relance de l'Union européenne et les principaux enjeux internationaux, sur la base de l'entretien qu'a eu le président avec la chancelière et sur lesquels la France et l'Allemagne se coordonnent étroitement, notamment la situation au Mali et en Syrie. Un point sera également fait sur le sommet de l'OTAN prévu le 25 mai.

En effectuant à Berlin sa première visite bilatérale depuis sa prise de fonctions, M. Jean-Yves Le Drian entend marquer l'attachement de la France à la relation franco-allemande.

2 - Corée du Nord - Tir de missile (21 mai 2017)

La France condamne les violations répétées des résolutions du conseil de sécurité des Nations unies par la Corée du Nord et l'annonce d'un nouveau tir de missile, auquel ce pays a procédé le 21 mai.

À travers la poursuite de son programme nucléaire et balistique illicite, la Corée du Nord viole le régime de non-prolifération et menace gravement la stabilité de l'Asie du Nord-est et la sécurité internationale.

La France se tient aux côtés de ses partenaires de la région et réaffirme l'objectif d'un abandon complet, irréversible et vérifiable par la Corée du Nord de son programme et de ses armes nucléaires et balistiques.

Convaincue de l'urgence de la situation, la France demande que le conseil de sécurité qui se réunira ce mardi réagisse avec détermination, rapidité et fermeté.

3 - Iran

Q - Est-ce que Paris est d'accord avec le président américain Trump sur le fait qu'il faut isoler l'Iran ?

R - Je vous renvoie au communiqué publié le 21 mai par la présidence de la République.

Comme le président de la République l'a indiqué le 21 mai, M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, souhaite que le nouveau mandat du président Hassan Rohani confirme l'amélioration des relations anciennes entre la France et l'Iran. Il travaillera au développement du dialogue politique avec l'Iran qui devra s'inscrire dans une démarche constructive concernant le règlement des crises régionales.

4 - Mali - Algérie

Q - Qu'attendez-vous de plus de l'Algérie pour renforcer le processus de paix au Mali ?

R - L'Algérie est un acteur essentiel pour la sécurité du Sahel et du Mali en particulier.

C'est sous l'égide de l'Algérie que l'accord pour la paix et la réconciliation a pu être signé en 2015. Cette feuille de route est essentielle et doit permettre le retour d'une paix durable au Mali. Notre coopération est capitale pour sa mise en oeuvre, en particulier dans le cadre du comité de suivi présidé par l'Algérie et dont la France est un membre actif.

Comme cela a été indiqué par le président de la République et le ministre lors de leur visite à Gao, nous devons accentuer nos efforts communs pour y parvenir. Il nous faut également intensifier notre coopération pour lutter contre le terrorisme, notamment en soutien aux efforts du G5 Sahel. M. Jean-Yves le Drian s'est donné pour priorité, dans les semaines qui viennent, de travailler avec les États du G5 Sahel.

5 - République centrafricaine

Q - La situation en Centrafrique ne cesse de se dégrader depuis l'arrêt de la mission Sangaris. Que propose Paris pour éviter que cette situation continue de s'empirer ?

R - En étroite concertation avec ses partenaires africains, européens et internationaux, la

France suit avec attention la situation en République centrafricaine. Elle appelle l'ensemble des partenaires de ce pays à rester engagés aux côtés du président Touadéra et des autorités.

La France encourage l'ensemble des acteurs centrafricains à agir dans un esprit d'unité et de réconciliation nationale. Elle soutient les efforts entrepris pour y rétablir la sécurité et l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire et appelle à la mise en oeuvre rapide du processus de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement.

Elle salue l'action de l'opération des Nations unies (MINUSCA), à laquelle participent des militaires français et dont nous venons de renforcer la capacité d'analyse stratégique en mettant à sa disposition des drones.

En étroite coordination avec les autres bailleurs, la France participe également, à titre bilatéral et européen, à l'aide au développement, en appuyant le renforcement des capacités de l'administration centrafricaine et la fourniture de services aux populations, dont l'éducation et la santé.

Nous soutenons également le processus de montée en puissance de l'armée centrafricaine, avec l'apport de la mission européenne de formation EUTM, à laquelle nous contribuons activement.

La France appuie par ailleurs les demandes de la RCA en matière de lutte contre l'impunité et salue les progrès en cours vers la mise en place d'une Cour pénale spéciale.

6 - Syrie - France

Q - Est-ce que la France envisage de rouvrir son ambassade à Damas ?

R - La réouverture de notre ambassade à Damas n'est pas à l'ordre du jour.

7 - Libye

Q - Le chef du HCR a dénoncé les «conditions épouvantables» des migrants en Libye et a réclamé la libération des réfugiés et demandeurs d'asile retenus dans les centres de rétention. Paris compte-t-il faire pression sur les autorités libyennes ?

R - La France appelle les autorités libyennes à tout mettre en oeuvre pour que les migrants soient traités dignement. Il s'agit d'une priorité en matière de protection des droits de l'Homme et de lutte contre la criminalité organisée qui sera d'autant mieux assurée lorsqu'un règlement politique en Libye aura conforté les institutions nationales libyennes./.